



# LES ACTIONS CLIMATIQUES LOCALES

REVUE ÉLECTRONIQUE DU DÉPARTEMENT D'ÉTAT DES ÉTATS-UNIS



DÉPARTEMENT D'ÉTAT DES ÉTATS-UNIS  
VOLUME 16 / NUMÉRO 2

*Août 2011*

---

### **Programmes d'information internationale**

Coordinatrice	Dawn McCall
Directeur de la publication	Nicholas Namba
Directeur concepteur	Michael Jay Friedman

---

Rédactrice en chef	Mary Chunko
Directrice de la rédaction	Karin Rives
Directeur adjoint de la rédaction	Andrzej Zwaniecki
Chef de fabrication	Janine Perry
Maquette	Sylvia Scott

---

Couverture	Diane Woolverton
Iconographie	Ann Jacobs

Le Bureau des programmes d'information internationale du département d'État des États-Unis publie *eJournal USA*. Ces revues examinent les principales questions intéressant les États-Unis et la communauté internationale ainsi que la société, les valeurs, la pensée et les institutions des États-Unis.

Publiée d'abord en anglais, la revue électronique est suivie d'une version en espagnol, en français, en portugais et en russe. Certains numéros sont également traduits en arabe, en chinois et en persan. Toutes les revues sont cataloguées par volume et par numéro.

Les opinions exprimées dans les revues ne représentent pas nécessairement le point de vue ou la politique du gouvernement des États-Unis. Le département d'État des États-Unis n'est nullement responsable du contenu ou de l'accessibilité des sites Internet indiqués en hyperlien ; seuls les éditeurs de ces sites ont cette responsabilité. Les articles, les photographies et les illustrations publiés dans ces revues peuvent être librement reproduits ou traduits en dehors des États-Unis, sauf mention explicite de droit d'auteur, auquel cas ils ne peuvent être utilisés qu'avec l'autorisation du titulaire du droit d'auteur indiqué dans la revue.

Coordonnées de la rédaction :

Editor, eJournal USA  
IIP/PUBJ  
U.S. Department of State  
2200 C Street, NW  
Washington, DC 20522-0501  
United States of America

Courriel : [eJournalUSA@state.gov](mailto:eJournalUSA@state.gov)

# Avant-propos



Corbis Images

En 2010, Mexico lance le programme de location de vélos le plus important d'Amérique du Nord en vue de réduire la pollution aérienne des véhicules privés et des taxis.

Phénomène mondial, les changements climatiques devraient normalement appeler des interventions également planétaires, commanditées par la communauté internationale. Or il n'en est rien : on s'aperçoit que, d'elles-mêmes, les collectivités passent de plus en plus à l'action, poussées par la nécessité d'adopter des mesures novatrices et adaptées à leur situation particulière afin de mieux combattre les causes et les effets du réchauffement climatique. Selon une étude du Programme des Nations unies pour le développement, la plupart des investissements visant à la réduction des émissions de gaz à effet de serre et à l'adaptation aux changements climatiques devraient, de fait, se faire à l'échelle locale. Aux États-Unis, des gouvernements locaux et des particuliers collaborent à la lutte contre ces émissions sans attendre de solutions à l'échelle nationale ou internationale.

Ce numéro de la revue électronique examine les tenants et aboutissants de cette stratégie climatique consistant en « actions locales à des fins mondiales ». Elle présente des cas de figure où des collectivités et des groupes non gouvernementaux, en divers endroits du monde, lancent des programmes climatiques et explique pourquoi deux conditions en particulier doivent être remplies si on veut que ces programmes réussissent : la volonté d'agir des autorités locales et la fédération des populations et des entreprises locales. C'est ainsi que dans un extrait de leur ouvrage *Local Action: The New Paradigm in Climate Change Policy*, Tommy Linstroth et Ryan Bell précisent les avantages qu'ont les gouvernements



AP Images

Baoding, en Chine, se transforme en un centre manufacturier de matériel d'énergies renouvelables.

locaux par rapport aux institutions nationales pour ce qui est de la mise au point, du suivi et de l'adaptation de programmes climatiques à l'échelle locale.

Par ailleurs, ce numéro donne des exemples d'alliances qui se forment entre des entreprises, des collectivités et des administrations locales en Amérique centrale, en Asie méridionale, en Asie du Sud-Est, en Extrême-Orient, en Afrique, au Moyen-Orient et en Europe, ainsi qu'aux États-Unis, pour mobiliser leurs ressources et démultiplier les effets salutaires de leurs programmes.

Au vu des succès que rencontrent ces actions individuelles, on peut conclure que les administrations et les collectivités locales sont particulièrement à même d'assurer une amélioration réelle et palpable de leur milieu ambiant sans compromettre leur croissance économique et leur développement.



La Copa de Balonismo 2006 au parc de Barigui, à Curitiba (Brésil). Avec sa trentaine de jardins publics et de bois, Curitiba s'enorgueillit à juste titre de ses espaces verts.

AP Images



## Les actions climatiques locales

- 4 Bilan de la stratégie climatique de Seattle**  
JONATHAN HISKES, CORRESPONDANT POUR LE NORD-OUEST PACIFIQUE DU MAGAZINE *SUSTAINABLE INDUSTRIES*  
Pour lancer une politique climatique, il a fallu convaincre les électeurs et gagner la confiance des entreprises.
- 9 Californie: une nouvelle approche face aux changements climatiques**  
TERRY TAMMINEN, PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ DE CONSEIL SEVENTH GENERATION ADVISORS (SGA)  
Une loi californienne de 2006 a incité d'autres Etats américains à agir.
- 12 Loi californienne sur le réchauffement climatique: ses vertus pour les entreprises**  
LAURA IPSEN, VICE-PRÉSIDENTE ET DIRECTRICE GÉNÉRALE DE LA SOCIÉTÉ CISCO SYSTEMS  
Selon une entreprise californienne, la loi climatique de 2006 a généré de nouveaux emplois verts.
- 15 L'essor en Inde des actions locales contre les changements climatiques**  
KARUNA SINGH, DIRECTRICE DU JOUR DE LA TERRE EN INDE  
Comment mobiliser la population contre le réchauffement climatique dans une région où la plupart des habitants ont pour principal combat leur propre survie.
- 20 La nécessaire implication des populations locales**  
Une jeune écologiste indienne milite en faveur d'une vision globale du développement.
- 23 Miser sur l'énergie éolienne**  
Une banque d'Afrique du Sud mise sur l'énergie renouvelable pour réduire son empreinte carbone.
- 26 Partenariat de gestion de l'eau dans des sucreries d'Amérique centrale**  
Coca-Cola encourage à la conservation de l'eau en Amérique centrale.
- 29 Des villageois au service de la protection des forêts et des cours d'eau**  
Au Vietnam, un projet pilote local devient national.
- 34 Le programme de construction de bâtiments écologiques décolle en Cisjordanie**  
Lorsque l'énergie est limitée, il faut l'économiser.
- 36 Des étudiants en quête de solutions énergétiques innovantes**  
Aux Pays-Bas, un concours international suscite des idées novatrices pour l'environnement et l'industrie.
- 38 Les autorités locales montrent l'exemple en matière de politique climatique**  
TOMMY LINSTROTH, DIRECTEUR GÉNÉRAL DU CABINET TRIDENT SUSTAINABILITY GROUP; RYAN BELL, RESPONSABLE DES PROJETS ENVIRONNEMENTAUX DU COMTÉ D'ALAMEDA (CALIFORNIE).  
Les autorités locales disposent de la souplesse nécessaire pour concevoir et mettre en œuvre des programmes climatiques efficaces.
- 40 Glossaire: définition des termes figurant en gras dans les articles.**
- 41 Documentation complémentaire**

# Bilan de la stratégie climatique de Seattle

Jonathan Hiskes



AP Images

Le risque de pénuries d'eau causées par le réchauffement climatique a poussé Seattle à modifier sa politique énergétique et hydrique.

**I**l est difficile d'imaginer une pénurie d'eau à Seattle. Dans cette ville de l'État de Washington, au nord-ouest des États-Unis, bien connue pour son crachin, on peut voir le Puget Sound et des lacs d'eau douce de pratiquement toutes les collines. Deux chaînes aux sommets enneigés, les Olympic Mountains et les Cascades, bordent la ville à l'est et à l'ouest.

Et pourtant, la menace de pénuries d'eau – causées par la fonte des glaciers et accélérées par le réchauffement climatique – a inspiré cette ville de 609 000 habitants à lancer un des plus ambitieux plans de protection climatique du pays. Elle a mis en route des programmes visant à diminuer le gaspillage énergétique en isolant et en modernisant les bâtiments, à réduire l'usage des voitures en construisant de nouveaux réseaux de transports en commun et à se positionner comme un foyer d'innovation et d'emplois dans l'énergie propre.

Les résultats sont évidents depuis plusieurs années:

en 2008 – avec 4 ans d'avance sur la date butoir – Seattle a atteint les objectifs de réduction des **émissions de gaz à effet de serre** inscrits dans le Protocole de Kyoto, ramenant leurs émissions à 7 % en dessous du niveau de 1990 fixé pour les États-Unis. Son exemple a incité plus de 1 000 autres villes du pays à adopter ce même objectif.

M. Greg Nickels, maire de la ville de 2002 à 2009, raconte que tout a commencé par la survenue de prévisions sinistres sur l'approvisionnement en eau.

« Lorsque je suis devenu maire, déclare-t-il, le climat n'était pas sur ma liste des priorités. J'ai réparé des routes et j'ai dû faire face aux conséquences des attentats du 11 septembre en essayant de redonner du travail aux gens. Je me fondais sur deux hypothèses : d'abord que le changement climatique était loin dans le futur et qu'il commencerait ailleurs, et ensuite que le gouvernement fédéral ferait quelque chose. Je m'étais trompé ».



AP Images

Le maire de Seattle Greg Nickels, auteur d'une stratégie climatique pour sa ville, a également établi des contacts avec d'autres municipalités américaines vers le milieu des années 2000.

### LE MAIRE MONTRE LA VOIE

Selon certaines personnes au fait de la politique urbaine, l'imminence de la menace a été révélée lors d'une réunion des principaux conseillers municipaux. Le chef des services publics de la ville a prévenu M. Nickels que la fonte des glaciers risquait de créer des pénuries d'eau beaucoup plus tôt

que la population ne s'y attendait et que, dans la mesure où la plus grande partie de l'approvisionnement électrique de la ville venait de centrales hydroélectriques, les pénuries d'eau risquaient aussi de causer une crise énergétique.

À la même époque, 141 pays étaient prêts à ratifier le Protocole de Kyoto, sans les États-Unis. M. Nickels a annoncé à son personnel que Seattle allait prendre le taureau par les cornes, même si le gouvernement fédéral n'était pas prêt à le faire.

« Il s'est appuyé sur la table, nous a regardés et a déclaré: "Nous ne visons pas assez haut" », se souvient M. Mike Mann, ancien directeur du Bureau municipal de la durabilité et de l'environnement. Lorsque le maire a parlé de signer le Protocole de Kyoto, « les conseillers en sont restés bouche bée en voyant qu'il était tout à fait sérieux ».

Nickels a lancé l'Accord des maires américains en vue de la protection du climat afin de convaincre d'autres maires à s'engager à respecter les objectifs d'**émissions des gaz à effet de serre**. Plus tard, cette même année, il s'est rendu à Montréal à l'occasion de la Conférence des

Le chef des services publics de la ville a prévenu M. Nickels que la fonte des glaciers risquait de créer des pénuries d'eau beaucoup plus tôt que la population ne s'y attendait.

Nations unies sur les changements climatiques pour faire passer le message que de nombreux dirigeants locaux américains étaient prêts à prendre des mesures sur le changement climatique.

De retour à Seattle, il a dû convaincre ses administrés que le moment était venu de prendre des mesures courageuses. L'électricité de Seattle provient pour l'essentiel de centrales hydroélectriques qui ont une **empreinte carbone** – estimation de la quantité de dioxyde de carbone produite par une entité telle qu'une entreprise – moindre que celle des centrales au charbon ou au gaz. Cela signifie que la plus grande partie des **émissions de gaz à effet de serre** vient des transports et donc que remplacer les déplacements en voiture par des déplacements en transports en commun était la clé de la réduction de l'**empreinte carbone** de la ville.

### LA DENSITÉ : UN CONCEPT NOUVEAU POUR SEATTLE

Nickels savait qu'il fallait des quartiers denses et piétonniers pour soutenir des réseaux de bus et de transports urbains sur rail. Or, si la ville regorge d'amoureux de la nature attirés par les montagnes et les lacs avoisinants, beaucoup d'entre eux ne voient pas le rapport entre la protection de l'environnement et

les quartiers à forte **densité urbaine**. Seattle est une des plus grandes villes américaines à avoir plus de maisons individuelles que de grands immeubles collectifs.

« Je ne crois pas que les citoyens aient vraiment compris l'importance des quartiers denses et fortement peuplés », dit M. Mann, qui travaille maintenant comme consultant en **développement durable** pour la municipalité.

Par exemple, un plan visant à construire des immeubles plus hauts à proximité d'une nouvelle station de tramway dans le quartier de Mount Baker s'est heurté à l'opposition des résidents qui craignaient que la densité plus forte de population ne soit cause de congestion routière et n'amène une augmentation de la criminalité. « Les gens ont besoin de parcs et d'espaces ouverts pour conserver leur santé mentale, a déclaré un habitant, M. Pat Murakami, au *Seattle Times*. Sommes-nous censés vivre entassés comme des sardines en boîte ? »

Pour convaincre la population de l'importance d'une **densité urbaine** plus élevée, la ville a bénéficié de l'aide d'un groupe déterminé de défenseurs de la



AP Images

La municipalité a investi dans les transports publics, notamment le tramway, afin de réduire la circulation automobile qui est la principale source d'émissions de gaz à effet de serre de la ville.

durabilité. M. Alex Steffen, écrivain basé à Seattle, fait l'apologie de « l'urbanisme vert vif », mariage des valeurs environnementales, de la technologie et de l'**utilisation rationnelle des terres** qui permet aux villes d'être plus conviviales, saines et prospères que les banlieues où la voiture est reine. Des

associations locales à but non lucratif, comme Climate Solutions, Great City et le Sightline Institute cherchent à lier les tendances pro-environnement des habitants de Seattle et les plans d'urbanisme à grande échelle.

« Je veux participer à une vraie révolution, pas faire des gestes futiles, déclare M. K.C. Golden, directeur de la stratégie de Climate Solutions. C'est pourquoi revenir à de seules mesures locales et privées ne marchera pas. »

La pièce urbaine de la politique urbaine verte de Seattle est la rénovation du quartier de South Lake Union, proche du centre-ville. Il y a une dizaine d'années, c'était une zone de parcs de stationnement et d'entrepôts sous-utilisés. Grâce à un partenariat entre la ville et des investisseurs privés, c'est devenu un quartier high-tech très actif qui abrite les neuf bâtiments du siège du cybermarchand Amazon.com. La transformation a été possible, selon M. Mann, parce qu'elle offrait

« Je ne crois pas que les citoyens aient vraiment compris l'importance des quartiers denses et fortement peuplés. »

des avantages aux habitants et à la population active : une ligne de tramway, des magasins, des restaurants et un parc le long de la mer qui a remplacé un chantier naval.

« Quand on augmente la **densité (urbaine)**, il faut que cela convienne à tous, prévient encore M. Mann.

Il faut des équipements collectifs, des lieux publics et pas seulement des tours de logement de style soviétique dont personne ne veut. »

### VOITURES OU TRAINS ?

Dans d'autres domaines, la réduction des émissions causées par les transports s'est avérée plus difficile. La ville et l'État sont prêts à commencer la construction d'un tunnel routier de plusieurs millions de dollars sous le front de mer du centre-ville. Les plans ne laissent pas de place pour une voie ferrée et les défenseurs du développement durable avancent que c'est manquer d'ambition que d'investir des sommes aussi importantes dans un projet réservé uniquement aux automobiles.

M. Nickels, après avoir négocié une réduction de la taille du tunnel, a fini par lui donner son aval,

et beaucoup pensent que c'est ce qui lui a fait perdre les voix des écologistes aux élections de 2009 qui ont donné une victoire inattendue à M. Mike McGinn, défenseur de l'environnement.

Mais la campagne lancée par M. Nickels se poursuit sous la conduite du nouveau maire. La ville a entamé la construction sur 15 ans du plan de tramway que l'ancien maire avait promu et les électeurs approuvé. Les taux de recyclage et de compostage sont parmi les plus élevés du pays. Les navires de croisière en route vers l'Alaska se branchent sur le réseau électrique lorsqu'ils sont à quai au lieu de laisser tourner leurs moteurs sur le front de mer.

#### RÉNOVATION DES BÂTIMENTS ÉNERGIVORES

Chose des plus prometteuses, la ville a lancé un programme novateur pour réduire le gaspillage des bâtiments énergivores. Aux États-Unis, les bâtiments sont responsables de 40 % des **émissions de gaz à effet de serre**. Le programme de la Community Power Works (services électriques communautaires), avec un financement de 20 millions de dollars du fonds fédéral de stimulation économique (American Recovery and Reinvestment Act), vise à éliminer certains des obstacles qui empêchent les propriétaires de moderniser leurs bâtiments.

D'abord, il offre des bilans énergétiques peu coûteux pour aider les propriétaires de logements et de

**Les navires de croisière en route vers l'Alaska se branchent sur le réseau électrique lorsqu'ils sont à quai au lieu de laisser tourner leurs moteurs sur le front de mer.**

commerces à localiser les déperditions de chaleur et le gaspillage électrique. Ensuite, en association avec la société d'investissement communautaire Enterprise Cascadia, il offre des prêts sur 20 ans pour des investissements de réhabilitation énergétique. Cela résout le dilemme financier de nombreux propriétaires, à savoir que les travaux d'isolation et d'étanchéité

sont rentables à terme, mais ont des coûts initiaux élevés.

Enfin, Community Power Works lance un « fonds incitatif de réduction du carbone », pour l'essentiel un marché du carbone à base de primes où l'on verse des subventions aux propriétaires en fonction des réductions d'émissions de dioxyde de carbone qu'ils réalisent. Le programme de Community Power Works est modeste : il vise à rénover 2 000 foyers et des commerces et des hôpitaux mais, dans la mesure où il teste de nouvelles idées, son influence peut être beaucoup plus importante.

« Les villes génèrent beaucoup d'émissions parce qu'elles sont des centres de commerce et de population, déclare M. Mann. Mais elles sont aussi des laboratoires de recherche. Elles vont donner naissance à des idées qu'à terme le gouvernement fédéral finira par adopter par la force des choses. » ■

*Journaliste de Seattle, Jonathan Hiskes, est spécialiste des technologies propres, de l'innovation environnementale et de l'environnement urbain. Il est correspondant pour le Nord-Ouest Pacifique du magazine Sustainable Industries.*



L'école primaire Bertschi, à Seattle, fait partie des dizaines d'écoles aux États-Unis qui recyclent l'eau de pluie et les eaux usées.



# Californie : une nouvelle approche face aux changements climatiques

Terry Tamminen



**L**a loi californienne de solutions au réchauffement climatique (loi de 2006 dite AB32) a mis en place un programme complet de réduction des **émissions de gaz à effet de serre** de toutes origines en Californie. Elle impose une réduction des émissions californiennes à leur niveau de 1990 d'ici à 2020, et des plafonds obligatoires dès 2012.



AP Images

Cette station-service de San Francisco est l'un des quelque 200 points de distribution californiens de gaz naturel comprimé pour véhicules.

Adoptée en 2006, la loi californienne de solutions au réchauffement climatique vise à la réalisation de progrès importants en Californie et dans le monde. Alors gouverneur de la huitième économie mondiale, Arnold Schwarzenegger savait que la stratégie de lutte contre le réchauffement climatique adoptée par la Californie aurait un impact sur l'ensemble des États-Unis comme dans le reste du monde.

Lorsque nous avons soumis le projet de loi aux législateurs californiens, nous avons été confrontés à l'opposition habituelle des industriels, qui craignaient que de nouvelles obligations n'entraînent une hausse des coûts pour les entreprises. Nous avons toutefois pu leur démontrer que les mesures de lutte contre le changement climatique, notamment l'efficacité énergétique, le développement des énergies renouvelables et des carburants de substitution, et la mise en place d'un système de négoce des **crédits carbone**, permettraient de relancer l'économie et de créer des milliers d'emplois. *(Pour de plus amples informations sur la législation climatique de la Californie et les créations d'emplois, voir l'article de la page 12 intitulé « Loi californienne sur le réchauffement climatique : ses vertus pour les entreprises ».)*

« Je crois plus que jamais que les actions entreprises au niveau local comme au niveau des États fédérés auront un impact très important sur la réduction des émissions. »

#### LA CALIFORNIE, SOURCE D'INSPIRATION

D'autres États fédérés ont suivi l'exemple de la Californie depuis l'adoption de la loi AB32 il y a cinq ans.

La politique californienne de lutte contre le changement climatique a incité une majorité des États des États-Unis à prendre des mesures de même nature. De nombreux États ont développé des plans d'action climatique prévoyant des objectifs précis de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Certains ont également adopté une **directive énergies renouvelables**, afin d'imposer au secteur de l'électricité de générer une partie de sa production au moyen de sources d'énergie propres. D'autres textes législatifs ont été adoptés dans les domaines des transports, de l'efficacité énergétique et des autres problématiques touchant au climat.

Pris dans leur ensemble, ces efforts ont eu un impact significatif sur les **émissions de gaz à effet de serre** aux États-Unis. Ils aident également le pays à atteindre l'objectif d'émissions annoncé par le président Obama en 2010 lors du sommet de Copenhague sur le climat, à savoir une réduction de 17 % d'ici à 2020 par rapport au niveau de 2005. De fait, les émissions américaines diminuent depuis 2007, principalement en raison de la récession économique.

Le ministère de l'énergie des États-Unis estime de son côté que les émissions du pays devraient à l'avenir augmenter beaucoup plus lentement qu'au cours des décennies précédentes, grâce aux investissements actuels consacrés aux technologies propres et renouvelables et aux carburants de substitution.

### LA CALIFORNIE, ACTEUR INTERNATIONAL

La dynamique californienne a également servi d'exemple à l'étranger. En septembre 2009, la Californie et plus de trente autres États des États-Unis ont organisé à Los Angeles le premier Sommet des gouverneurs sur le changement climatique mondial. Cet événement a rassemblé 1 200 participants venus du monde entier. Le sommet a analysé les actions entreprises au niveau local comme au niveau des États. Il a également examiné comment ces activités contribuent à instaurer un **développement durable**, tout en réduisant les **émissions de gaz à effet de serre**.

Lors d'un sommet organisé l'année suivante, le gouverneur Schwarzenegger s'est associé à d'autres dirigeants pour annoncer la création du R20 (Régions pour l'action climatique). L'objectif du R20 est de développer et mettre en œuvre des projets faiblement carbonés et respectueux du climat dans le cadre d'une coopération entre les administrations locales des différents pays du monde. Le R20 estime que le développement d'une économie verte permettrait de réduire les émissions d'oxyde de carbone de 75 % d'ici à 2020 et de limiter le réchauffement planétaire à 2 °C, objectif dont les chercheurs considèrent qu'il contribuerait à prévenir un changement climatique catastrophique.

### UNE DYNAMIQUE DURABLE

Comme on pouvait s'y attendre, certains ont cherché à enrayer la dynamique amorcée par la loi californienne sur les changements climatiques. C'est ainsi qu'une



AP Images

Lorsqu'il était gouverneur, Arnold Schwarzenegger a promu les énergies renouvelables au moyen de lois et de décrets et par son militantisme personnel.

proposition soutenue par les compagnies pétrolières a été soumise aux électeurs dans le cadre d'un référendum organisé en novembre 2010. Ce texte, dit Proposition 23, cherchait à différer la mise en œuvre de la loi AB32 jusqu'à ce que le taux de chômage de la Californie tombe en dessous d'un certain seuil. Les électeurs californiens ont rejeté cette initiative avec une marge de 24 %, démontrant ainsi les valeurs auxquelles ils sont attachés : une économie verte, l'emploi et un environnement sain.

La loi AB32 est un texte révolutionnaire, parce qu'elle établit

par voie législative une feuille de route pour une action intégrée face aux changements climatiques. Ayant participé à la rédaction de la loi et constaté la façon dont elle a servi de modèle aux États-Unis comme dans le reste du monde, je crois plus que jamais que les actions entreprises au niveau local comme au niveau des États fédérés auront un impact très important sur la réduction des émissions.

La Californie joue son rôle en tentant de maîtriser le problème des changements climatiques, dont la dimension est véritablement mondiale. ■

*Terry Tamminen est président de la société de conseil Seventh Generation Advisors (SGA), qui aide les gouvernements du monde entier à déployer des politiques d'énergie propre et de lutte contre les changements climatiques. Ancien secrétaire général de l'Agence pour la protection de l'environnement de l'État de Californie sous l'administration du gouverneur Arnold Schwarzenegger, M. Tamminen fut le principal architecte de la loi californienne de solutions au réchauffement climatique (loi de 2006 dite AB32).*

*Kristina Haddad et Sasha Abelson (SGA) ont contribué à la préparation de cet article.*

# Loi californienne sur le réchauffement climatique: ses vertus pour les entreprises

Laura Ipsen



Getty Images

Ce bus hybride à émissions presque nulles a été mis en circulation par la régie des transports municipaux de San Francisco en 2008 dans le cadre d'un programme pilote mené en association avec Cisco.

**E**n novembre 2010, les électeurs de la Californie, qui avec ses 37 millions d'habitants constitue l'État le plus peuplé des États-Unis, ont voté contre la Proposition 23 visant à retarder l'application de la loi de 2006 de solutions au réchauffement climatique. Cette loi californienne, entrée en vigueur en janvier 2011, constitue la première mesure législative générale destinée à réduire les émissions de gaz à effet de serre aux États-Unis.

Les partisans de cette loi proviennent de tous les secteurs et comprennent quelques-unes des plus grandes sociétés américaines dont le siège se trouve en Californie.

En octobre 2010, quelques semaines avant le référendum qui a décidé de l'avenir de la loi californienne de 2006 de solutions au réchauffement climatique, j'ai indiqué dans un blogue les raisons pour lesquelles notre société était en faveur de cette loi et invitait les



Avec l'aimable autorisation de Cisco

Le compteur d'énergie de Cisco assure au client un contrôle régulier de sa consommation d'énergie.

Californiens à se prononcer publiquement en sa faveur comme nous. La Proposition 23 aurait annulé la norme californienne relative aux carburants à faible teneur en carbone, la mise en place du deuxième **système de plafonnement et d'échange**, ainsi que la réglementation exigeant que les fournisseurs d'électricité utilisent des sources renouvelables pour 33 % de leur production en 2020. Selon ceux qui défendaient cette proposition, la loi de 2006 aurait pour conséquence de faire disparaître des emplois et d'aggraver la récession économique. Pour notre part, nous disions qu'elle aurait des effets opposés.

#### INVESTIR POUR L'AVENIR

Notre État est connu pour susciter l'innovation et pour prendre des décisions parfois difficiles qui se révèlent payantes par la suite. La Californie sait comment investir pour l'avenir, et chez Cisco nous savons qu'il nous faut faire de même.

Depuis que le corps législatif de notre État a adopté la loi de 2006, la Californie a attiré de nombreux investissements créateurs d'emplois dans le secteur de l'énergie renouvelable et de l'énergie propre. Dès 2007, des entreprises de ce secteur avaient créé 125 000 emplois dans notre État, et ce nombre a atteint 500 000 trois ans plus tard, selon le département californien de l'emploi.

Entre 2005 et 2010, la Californie a drainé plus de 9 milliards de dollars sous forme de capital-risque dans le secteur de l'énergie propre, soit près des deux tiers de ces investissements dans l'ensemble du pays. Ce n'est pas une coïncidence si en 2010 notre État comptait cinq des dix villes qui attirent le plus les nouvelles entreprises dans ce secteur, indique SustainLane Government, banque de données sur les mesures en matière de **développement durable**.

De tels investissements auraient été compromis si l'on avait adopté la Proposition 23 et reporté l'application de la loi sur le réchauffement climatique. L'adoption de cette proposition aurait porté atteinte au rôle moteur de la Californie en matière d'innovation et suscité chez les

entreprises de l'incertitude au sujet de l'engagement de cet État en faveur de la création d'une économie verte. Elle aurait aussi compromis les investissements sous forme de capital-risque et menacé des milliers d'emplois dans le secteur des technologies propres.



L'acteur David Arquette est apparu sur des vidéos en ligne pour inciter les électeurs à rejeter la Proposition 23.

#### BON POUR L'ENVIRONNEMENT, BON POUR LES ENTREPRISES

Chez Cisco, nous pouvons observer de près les raisons pour lesquelles les mesures relatives aux changements climatiques peuvent être bonnes pour les entreprises. Nos systèmes de raccordement au réseau, par exemple, permettent aux entreprises productrices d'électricité de la distribuer d'une manière plus efficace et aux consommateurs et aux entreprises de mieux contrôler leur consommation. La demande de nos produits et services est importante parce qu'il est dans l'intérêt des fournisseurs d'électricité de réduire leurs dépenses, mais aussi parce qu'un certain nombre d'entre eux doivent

maintenant changer leur mode de fonctionnement en vertu de la loi de 2006 et du fait de l'adoption par d'autres États de **normes relatives aux carburants à faible teneur en carbone**. Nous nous intéressons aussi au marché en croissance rapide de l'énergie renouvelable. C'est ainsi que nous avons récemment mis en place le réseau unifié de la centrale éolienne créée en Utah par la société First Wind.

Lorsque les électeurs californiens ont rejeté la Proposition 23 à une majorité de 62 % en 2010, ils ont investi pour l'avenir de leur État et de leur pays. La société Cisco est fière de contribuer à cet effort. ■

*Laura Ipsen est vice-présidente et directrice générale de Cisco Systems, société d'équipement informatique réseau installée à San José et comptant plus de 72 000 salariés à travers le monde pour un chiffre d'affaires de 40 milliards de dollars en 2010.*





# L'essor en Inde des actions locales contre les changements climatiques

Karuna Singh

**Q**u'arriverait-il si un milliard de personnes agissaient ensemble pour défendre le **développement durable** et combattre les changements climatiques ?



Avec l'aimable autorisation de Earth Day Network - India

Le Jour de la Terre, des jeunes de Calcutta s'engagent à se mobiliser pour l'environnement.

C'était là la question centrale qui guidait l'association mondiale de défense de l'environnement, Earth Day Network, lorsqu'elle a ouvert en août 2010 son premier bureau en Inde, pays dont la croissance économique rapide a permis de faire sortir des millions de personnes de la pauvreté et d'accroître le pouvoir d'achat de ceux qui font déjà partie des classes moyennes, mais au détriment de l'environnement.

La mission de ce nouveau bureau situé à Calcutta est d'aider les Indiens à prendre conscience des risques et des problèmes causés par les changements climatiques et d'encourager toute personne à agir afin de prévenir une crise écologique. En lançant sa campagne intitulée « Un milliard de gestes verts », l'association cherche à donner un cadre au débat public sur les changements climatiques en Inde.

#### **LA GAGEURE DE LA CAMPAGNE « UN MILLIARD DE GESTES VERTS »**

La satisfaction des besoins et des aspirations de la population de plus en plus aisée de l'Inde exige un équilibre délicat entre la satisfaction des besoins matériels et la protection de l'écologie fragile du pays.

Comptant 1,2 milliard d'habitants et un tiers des pauvres du monde, l'Inde continue de dépendre fortement de l'agriculture. Son économie rurale et son littoral long de 7 500 km la rendent extrêmement vulnérable aux changements climatiques. Les inondations, sécheresses, vagues de chaleur, cyclones, tempêtes, déplacements, maladies et parasites ne constituent plus des prévisions pour un avenir lointain ; elles se réalisent dès maintenant. De tels problèmes peuvent mettre à rude épreuve les institutions politiques de l'Inde et la capacité de résistance de la société.

Comment peut-on donc mobiliser les Indiens pour s'attaquer aux changements climatiques ?

Pour le découvrir, le personnel de l'association Earth Day Network en Inde a demandé à des responsables indiens dans le domaine de l'environnement des conseils sur la façon de préparer des messages et des stratégies efficaces et adaptés à la culture du pays pour le Jour de la Terre 2011.

Selon le coordinateur national du mouvement Indian Youth Climate Network (IYCN), Chaitanya Kumar, toute action relative aux changements climatiques doit moins porter sur la consommation et plus sur la protection des



Avec l'aimable autorisation de Earth Day Network - India

Des étudiants de New Delhi participent à la campagne «Un milliard de gestes verts» d'Earth Day Network.

ressources naturelles et sur leur croissance. « L'Inde comprend deux grands groupes de personnes, a-t-il dit. Les très pauvres, qui subissent le plus les changements climatiques, constituent le groupe majoritaire. Ce qui les préoccupe surtout, c'est de gagner leur vie. Le groupe minoritaire d'Indiens aisés n'est pas touché par les effets immédiats des changements climatiques. »

Pour sa part, Nazeeb Arif, cadre de direction de la société ITC Limited qui est arrivée à réduire à zéro son **empreinte carbone**, a fait remarquer que 800 millions d'Indiens disposent de moins de 2 dollars par jour pour vivre et qu'on ne peut pas leur demander de consommer moins alors qu'ils ont déjà des difficultés à survivre.

Le directeur du programme sur les changements climatiques de la fondation M. S. Swaminathan, Arivudai Nambi, s'est déclaré du même avis. « Il y a une différence entre les émissions [de gaz à effet de serre] causées pour survivre et les émissions dues aux produits de luxe », a-t-il dit.

Les spécialistes étaient tous d'avis qu'il fallait constituer immédiatement un capital naturel, en

**Toute action relative aux changements climatiques doit moins porter sur la consommation et plus sur la protection des ressources naturelles et sur leur croissance.**

particulier en accroissant les espaces verts du pays ainsi qu'en conservant ses ressources hydriques et en les protégeant.

**AMPLEUR CROISSANTE DU MILITANTISME AU NIVEAU LOCAL**

Afin de favoriser la sensibilisation de la population locale aux problèmes écologiques et d'encourager une croissance économique durable, l'association Earth Day Network a établi des rapports avec plusieurs organisations non gouvernementales. Il s'agit d'aider la population à comprendre le conflit entre la satisfaction des besoins matériels et les effets de la croissance sur l'environnement et de lui permettre de découvrir les moyens de réduire ce conflit.

Au cours de l'année écoulée, cette association a financé plusieurs programmes qui ont abouti à la célébration du Jour de la Terre 2011 dans quelque 200 villes et districts dans tout le pays. Elle a collaboré avec des associations locales en vue de l'organisation de manifestations dans des villes grandes et moyennes et dans une multitude de villages de toutes les grandes régions du pays.



Avec l'aimable autorisation de Earth Day Network - India

Manifestation de groupes non gouvernementaux en 2011 en faveur de lanternes solaires dans les Sunderbans (Bengale-Occidentale).

hameaux et pour expliquer aux habitants les raisons pour lesquelles il importe de protéger la végétation.

### MOBILISATION DES JEUNES

L'Inde compte de nombreux jeunes : 72 % de ses habitants ont moins de quarante ans. Il est donc logique que l'association Earth Day Network cherche à toucher ce groupe important.

Dans des centaines d'écoles, des programmes novateurs incitent les jeunes à devenir des amis de l'environnement. Leur participation s'est révélée jusqu'ici importante :

- 40 000 élèves des villes ont découvert la nature en passant du temps dans des réserves forestières ;
- 10 000 enfants des zones tribales ont appris l'utilité des arbres et ont participé à des projets de plantation d'arbres ;
- des centaines d'enfants ont participé avec joie à des jeux à bicyclette.

Tous ces enfants forment un grand ensemble d'ambassadeurs en faveur de la Terre.

En effet, le militantisme des jeunes portant sur les questions écologiques devient de plus en plus important en Inde. Des groupes tels que l'IYCN comprennent des

Un grand nombre de personnes attirées par la variété et la créativité des manifestations y ont participé. Comme la directrice d'une association active dans les zones tribales, Maneesha Sharma, l'a fait remarquer, la population locale joue le rôle principal pour ce qui est d'apporter des changements qui transforment la vie et le travail de tous. Lors du Jour de la Terre, son association a mis en place des jardins potagers arrosés au moyen de l'eau de ruissellement de pompes hydrauliques publiques.

Lors du Jour de la Terre, Earth Day Network a mis en place des jardins potagers arrosés au moyen de l'eau de ruissellement de pompes hydrauliques publiques.

Au Leh, région montagneuse dotée de monastères bouddhistes qui a été ravagée par des crues soudaines en 2010, les responsables locaux ont participé à une visite à pied de divers villages destinée à expliquer le réchauffement climatique. Des bénévoles de la société Pallishree ont passé une semaine dans des villages de pêcheurs situés autour de Chilka, le plus grand lagon d'eau saumâtre d'Asie, pour leur faire prendre conscience de la nécessité de protéger la faune et la flore de ce lagon. « Cela ne peut que vous profiter », tel était l'essentiel de leur message.

À Almora, une région qui a connu un déboisement intensif, des femmes ont adopté des arbres et, au Kerala, des agriculteurs ont appris des méthodes de culture biologique. Enfin, dans le nord-est du pays, dont la **biodiversité** est très grande, des bénévoles ont parcouru à pied de nombreux kilomètres pour se rendre dans des

membres qui sont engagés, audacieux, informés et qui connaissent les techniques du marketing social.

C'est ainsi que, dans le cadre d'un programme original, l'IYCN a envoyé à travers le pays des bénévoles qui ont parcouru des milliers de kilomètres dans des voitures solaires, dans des camionnettes consommant de l'huile végétale usagée au lieu d'essence et dans des camions au **biodiesel**. Ils étaient accompagnés d'un groupe de jeunes musiciens des États-Unis, Solar Punch, qui se sert de l'énergie solaire pour amplifier le son de ses instruments. Si l'on ne tient pas compte de leur nationalité, tous ces jeunes sont des citoyens de la Terre en premier alors qu'ils œuvrent de concert pour sauver leur patrimoine commun.

Earth Day Network a aussi apporté son soutien à l'Association des travailleuses indépendantes (Self Employed Women's Association ou SEWA), lors de manifestations organisées dans plusieurs districts afin d'encourager la création de moyens d'existence verts pour les femmes. Des bénévoles de la SEWA ont fait connaître des méthodes de culture plus écologiques à



Avec l'aimable autorisation de Earth Day Network - India

À l'association Bengal Home Industries, même les marionnettes prennent la défense de la nature.

des agricultrices de zones rurales. Elles ont aussi offert des prêts à faible intérêt afin de permettre à des femmes d'acquérir des fourneaux de cuisine non polluants, des lampes solaires et d'autres appareils non polluants.

Plusieurs grandes sociétés spécialisées dans la fabrication de logiciels et des sociétés de conseils ont encouragé leurs salariés à transmettre à titre bénévole leurs connaissances sur les technologies vertes. « En général, les grandes entreprises qui sont bien établies sont en faveur de plans à long terme. Elles comprennent donc bien les risques dus aux changements climatiques et la nécessité d'élaborer des stratégies opérationnelles et de former des modèles de partenariat », a indiqué Surojit Bose, un des responsables du service développement durable et changements climatiques de la société de conseil PricewaterhouseCoopers.

Des organismes publics et des membres du secteur privé et des médias ont apporté leur soutien à ces efforts.

Le Conseil national des musées des sciences a célébré le Jour de la Terre dans ses 24 musées et a ainsi atteint des milliers de personnes.

La multitude des activités qui ont eu lieu à l'occasion du Jour de la Terre en Inde ont montré aux organisateurs que la campagne « Un milliard de gestes verts » avait des effets vastes et profonds. L'association Earth Day Network se fondera sur cet élan pour veiller à ce que, finalement, chaque jour devienne un Jour de la Terre dans ce pays. ■

*Directrice du Jour de la Terre en Inde, Karuna Singh fait partie de l'association Earth Day Network (réseau du Jour de la Terre) depuis 2010. Auparavant, elle a occupé diverses fonctions au consulat des États-Unis à Calcutta, dont celle de principale responsable des affaires écologiques.*

# La nécessaire implication des populations locales



AP Images

Des écoliers de New Delhi participent à une action de nettoyage de la rivière Yamuna.

Lors de la Journée mondiale de l'environnement le 5 juin 2011, Latika Nayar et sa famille se sont installées dans une seule pièce de leur maison confortable à New Delhi (Inde). Un ventilateur et une lampe étaient les seuls appareils qu'ils ont laissé fonctionner ce week-end-là. C'était là leur façon de réduire leur **empreinte carbone**, mais seulement pour deux jours, a expliqué Latika Nayar à ses parents, à ses grands-parents et à sa sœur cadette.

Personne ne pouvait envoyer de courriel, regarder la télévision, parler au téléphone ni mettre la climatisation pendant ces deux jours alors que la température atteignait 41 degrés Celsius. « Ma mère était un peu irritée. Toute ma famille pense que je suis une petite rebelle. Je leur ai donc fait un long discours sur la manière dont nous portons tous atteinte à l'environnement », explique la jeune assistante sociale.

Âgée de vingt-deux ans, elle parle avec une certaine autorité, du fait qu'elle a reçu, il y a seulement quelques mois, le prix prestigieux du Globe vert, catégorie jeunes. L'industrie indienne du cinéma a créé ces prix pour attirer l'attention sur la crise suscitée par le réchauffement climatique. Participante à la conférence YUVA (Youth Unite Voluntary Action) qu'avait organisée en Inde en

2011 l'organisme indien The Energy and Resources Institute (TERI), Latika fait partie d'un mouvement croissant de jeunes écologistes qui commencent à se faire entendre dans tout le pays.

## APPEL AUX JEUNES

L'institut TERI cherche à faire participer des jeunes de divers pays à des discussions sur les changements climatiques et sur d'autres problèmes écologiques et il les encourage à agir au niveau local, explique une chargée de recherche de cet institut, Aditi Pathak. « Les jeunes d'aujourd'hui, dit-elle, subiront directement les effets de la dégradation de l'environnement et de la consommation excessive de ressources. Il leur faut donc participer activement, aux niveaux local et national, aux dialogues, aux discussions et aux délibérations portant sur les changements climatiques et sur le développement durable. »

Le nombre des participants de la conférence YUVA a augmenté pour passer de 148 lors de sa création en 2009 à 190 en 2011. La plupart d'entre eux étaient venus cette année des quatre coins de l'Inde et le reste de onze autres pays. Lors de la conférence, qui s'est tenue au début de



Des participants à la conférence YUVA 2011 à New Delhi travaillent à la solution de divers problèmes écologiques.

Avec l'aimable autorisation de YUVA



La jeune écologiste indienne Latika Nayar.

DR

février 2011, les organisateurs ont réparti les étudiants en équipes qui ont eu chacune un problème écologique à résoudre. L'équipe de Latika s'est attaquée au cas suivant : la création d'une grande usine dans une zone rurale oblige certains villageois à se réinstaller ailleurs et cause la pollution d'une rivière servant à l'alimentation en eau de la population locale et à la pêche. Cette étude a donné à Latika l'occasion d'exprimer une position qu'elle défend avec passion : on ne peut pas résoudre les problèmes écologiques isolément ; il faut s'y attaquer d'une manière globale.

## NÉCESSITÉ D'UNE VUE D'ENSEMBLE

Latika est convaincue que les écologistes qui consacrent toute leur attention aux arbres ou les économistes qui ne pensent qu'au développement n'ont pas de vue d'ensemble. Pour que la population mondiale ait un avenir durable, a-t-elle dit, il faut d'abord comprendre les rapports entre les conditions climatiques, la santé, l'économie et les structures sociales.

« On ne peut pas obliger des gens à partir de zones boisées parce qu'on veut protéger les arbres et on ne peut pas s'attendre à ce que les membres de tribus qui vivent de la pêche deviennent végétariens », fait-elle remarquer. Des pays comme l'Inde où des millions de personnes accèdent aux classes moyennes doivent trouver le moyen d'élargir leur économie dans le cadre du **développement durable** sans perturber la vie des habitants qui vivent en marge de la société.

L'équipe de Latika a présenté un plan dans lequel les villageois demandent aux responsables locaux de faire pression sur le gouvernement central et obtiennent l'aide d'organisations non gouvernementales. Ils collaborent aussi avec l'usine source de pollution parce qu'elle a créé des emplois et des recettes fiscales pour la région. L'équipe a appris des organisateurs de la conférence qu'il était possible d'utiliser des bactéries pour faire disparaître les produits chimiques dans le cours d'eau et d'avoir recours à la technologie pour empêcher toute nouvelle pollution. « Nous avons tenté de montrer que la population locale ne doit pas avoir peur de dire ce qu'elle pense. Si on n'intègre pas les problèmes dans la vie courante, personne ne vous écoutera », précise Latika.

La présentation de leur plan bien réfléchi a valu aux étudiants une invitation à participer au Sommet du développement durable qui s'est tenu à New Delhi le 3 février 2011 et au cours duquel l'on a décerné les prix du Globe vert. « Ce fut le meilleur jour de ma vie », confie Latika.

La jeune femme espère obtenir un doctorat qui lui permettra de s'attaquer aux problèmes écologiques vus sous l'angle social et de veiller à ce que les populations locales participent à l'avenir aux solutions respectueuses de l'environnement. ■

*Les opinions exprimées dans le présent article ne représentent pas nécessairement la ligne d'action officielle de l'institut TERI ni celle du département d'État des États-Unis.*

*Karin Rives*



# Miser sur l'énergie éolienne

L'engagement de la Nedbank en faveur de l'énergie verte lui assure le statut de première banque d'Afrique dont l'**empreinte carbone** est neutre et il lui permet de conserver sa réputation sur le plan écologique.



Avec l'aimable autorisation de la Nedbank

Dans le cadre d'un programme de conservation parrainé par la Nedbank, Jantjie Mphela, garde forestier du parc Kruger, est chargé de protéger les macaos, une espèce menacée.

Vers la fin de l'année 2010, les habitants du *township* de Dunoon près du Cap (Afrique du Sud) ont regardé avec curiosité la construction d'une éolienne haute de 15 mètres à côté d'une nouvelle banque située dans un petit centre commercial. Ce n'est pas tous les jours, en Afrique du Sud ou ailleurs, qu'une banque locale se sert de l'énergie éolienne pour alimenter des distributeurs de billets, des ordinateurs et des lampes.

Cette action est cependant tout à fait sensée du point de vue de la sécurité énergétique. Avec les pénuries d'approvisionnement et les pannes localisées qui frappent le réseau électrique de l'Afrique du Sud, il est normal que la deuxième banque de dépôts du pays s'intéresse à l'énergie



La succursale de la Nedbank à Dunoon est en partie alimentée en électricité par une éolienne.

Avec l'aimable autorisation de la Nedbank

renouvelable alors qu'elle accroît son réseau de succursales.

### **SUR LA VOIE ÉCOLOGIQUE**

Selon la direction de la Nedbank, ses investissements dans l'énergie éolienne ne font que poursuivre une action qui remonte à plus de vingt ans.

En effet, la banque a établi en 1990 un partenariat avec le Fonds mondial pour la nature, l'organisme international de protection de la faune et de la flore, pour créer un fonds (The Green Trust) qui fonctionne encore aujourd'hui. À ce jour, le fonds a rassemblé 100 millions de rands, soit

quelque 14 millions de dollars, qui ont servi à financer plus de 170 projets de protection de la faune et de la flore aux quatre coins du pays.

En 2010, la Nedbank est devenue la première banque africaine à atteindre la **neutralité carbone**, c'est-à-dire des **émissions de gaz à effet de serre** nettes à zéro. Elle y est parvenue en investissant fortement pour économiser l'énergie et en faisant l'acquisition de **crédits carbone** d'un programme de protection forestière au Kenya, le Kasigau Wildlife Corridor.

Le programme de **crédits carbone**, qui aide les entreprises et les particuliers à compenser la pollution des gaz à effet de serre par des investissements dans des projets de réduction de ces émissions situés ailleurs, est administré par un organisme, Wildlife Works, dont le siège est aux États-Unis.

« Pour nous, il est important de pouvoir mettre de l'ordre dans notre propre entreprise avant de jouer un rôle moteur dans le cadre plus large de l'Afrique du Sud et du reste de l'Afrique », indique M<sup>me</sup> Brigitte Burnett, qui est à la tête du service de la Nedbank chargé du **développement durable**.

« Nous avons considéré la **neutralité carbone** comme un moyen de veiller à ce que nos activités portent atteinte le moins possible à l'environnement, ajoute M<sup>me</sup> Burnett. Nous l'avons cependant aussi considérée comme une grande base d'initiatives et de réflexion sur la manière dont l'Afrique du Sud peut jouer un rôle pour faire face aux changements climatiques. »

#### **ÉCONOMIES D'ÉNERGIE ET ÉNERGIE VERTE**

À l'heure actuelle, environ 35 % de l'électricité consommée par la succursale de Dunoon provient de son éolienne, mais ce pourcentage pourrait atteindre 75 % lorsqu'elle aura installé des lampes et des climatiseurs moins gourmands, indique le directeur des infrastructures de la Nedbank, M. Ralph Stuart. La banque espère réduire progressivement sa dépendance à l'égard du réseau national de centrales thermiques au charbon au fur et à mesure qu'elle augmentera ses investissements dans le domaine de l'énergie renouvelable.

Il faudra cependant qu'elle poursuive ses économies d'énergie. Au cours des trois dernières années, la Nedbank a diminué de 36 millions de rands, soit 5 millions de dollars, ses frais d'exploitation en réduisant le nombre des voyages d'affaires, en installant des lampes et des appareils plus sobres et en limitant la consommation de papier et d'eau.

Elle fait aussi appel au savoir-faire d'autres entreprises qui investissent dans les solutions écologiques. Par exemple, M. Stuart est en pourparlers avec MTN. Cette société, qui est un des grands opérateurs sud-africains de téléphonie mobile, a commencé à équiper les relais situés dans des zones rurales reculées de panneaux solaires couplés à des éoliennes. Selon M. Stuart, cette méthode pourrait être utile pour les succursales de la Nedbank qui se trouvent dans des régions

« Pour nous, il est important de pouvoir mettre de l'ordre dans notre propre entreprise avant de jouer un rôle moteur dans le cadre plus large de l'Afrique du Sud et du reste de l'Afrique. »

peu ventées.

Les prochaines agences de la Nedbank qui seront équipées d'une éolienne devraient ouvrir dans la province de Port Elizabeth et dans celle du Western Cape. La banque envisage aussi de mettre en place des éoliennes ou d'autres dispositifs d'énergie renouvelable dans des succursales et des distributeurs automatiques existants.

« Nous nous félicitons de ces résultats, et je suis vraiment fier de travailler à la Nedbank », conclut M. Stuart. ■

K. R.

# Partenariat de gestion de l'eau dans des sucreries d'Amérique centrale



AP Images

Coupeur de canne à sucre au Salvador.

Joe Rozza n'oubliera jamais le regard dénué d'expression que lui ont renvoyé ses camarades de lycée en Floride, vers le début des années 1980, lorsqu'il leur a présenté son plan pour protéger les lacs et cours d'eau fragiles de cet État. Ruissellement des eaux d'orage? Pollution des eaux? De quoi parlait-il?

Depuis, les choses ont changé. Joe Rozza sillonne le monde pour la société Coca-Cola, en qualité de responsable des projets d'aménagement et de traitement des eaux lancés par la Water and Development Alliance (WADA, Alliance pour l'eau et le développement), un partenariat établi entre son employeur et l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID). À ce titre, il dirige l'action mondiale de la société en matière d'exploitation durable des ressources hydriques.

Partout où il va, le sujet est d'actualité. L'accès à l'eau potable ne cesse de prendre de l'importance dans le monde en raison de la diminution des réserves, due à la croissance démographique et aux changements climatiques. C'est particulièrement le cas en Amérique centrale, de plus en plus sujette aux sécheresses et aux ouragans causés par

les changements climatiques, selon les Nations unies. En 2009, plusieurs pays de cette région, frappés par des sécheresses persistantes qui menaçaient les cultures et les approvisionnements en eau, ont décrété l'état d'urgence. La probabilité de sécheresses plus fréquentes et prolongées a rendu prioritaires le suivi et la conservation des ressources hydriques de la région. À l'heure actuelle en effet, 80 % de l'eau douce consommée en Amérique centrale vont à l'agriculture, pourcentage de moins en moins viable à mesure que cette ressource se raréfie.

## UN PARTENARIAT AXÉ SUR LA CONSERVATION DES EAUX

L'eau est également essentielle à de très grosses entreprises telles que Coca-Cola, dont l'existence dépend d'approvisionnements constants en eau potable et en sucre de canne, ainsi que de la présence de collectivités saines sur le plan économique.

«À terme, les actions favorisant la salubrité de l'environnement et le développement économique dans les pays moins avancés susciteront des possibilités économiques non seulement pour la société Coca-Cola, mais pour de

nombreuses autres entreprises », estime M. Rozza.

En s'associant dans le domaine de l'eau, Coca-Cola et l'USAID ont pu unir leurs ressources et leurs connaissances pour de meilleurs résultats, explique le spécialiste. Au Salvador et au Guatemala,

l'alliance s'est mise en rapport avec des sucreries et des administrations locales afin d'améliorer les pratiques de gestion des eaux propres et usées. Ce projet de 362 000 dollars, qui a débuté en 2009, ressemble fort à d'autres que la WADA a entrepris ces dernières années en Australie, au Brésil, en Chine et en Afrique du Sud.

Les deux partenaires ont embauché l'association à but non lucratif Global Environment & Technology Foundation (GETF) pour vérifier que les sucreries des deux pays se conforment aux engagements de **développement durable** d'un accord de libre-échange signé entre les États-Unis, la République dominicaine et cinq pays d'Amérique centrale. L'idée est de reproduire le programme de la WADA dans les pays concernés par l'accord.

#### L'INDUSTRIE SUCRIÈRE FACE AUX NOUVELLES NORMES

La GETF exécute des contrôles dans les sucreries, recommande des modifications destinées à en améliorer la performance et aide la direction à y introduire de

L'accès à l'eau potable ne cesse de prendre de l'importance dans le monde en raison de la diminution des réserves, due à la croissance démographique et aux changements climatiques.

meilleures pratiques. Dans bien des cas, les changements apportés, par exemple l'installation de meilleures machines, permettent d'économiser immédiatement sur la consommation d'énergie et d'eau. Cela aide l'alliance à convaincre d'autres usines

et à surmonter leurs réticences à se lancer dans des investissements en matériel parfois coûteux, indique la GETF.

Dès mars 2011, quatre sucreries, toutes fournisseuses de Coca-Cola, s'étaient inscrites au programme et on espérait d'autres adhésions. La WADA cherche notamment à inciter les fournisseurs à mesurer leurs résultats selon des critères de production volontaires tels que l'initiative Bonsucro : Better Sugar Cane, lancée en 2010 en vue de réduire l'empreinte de l'industrie de la canne à sucre sur l'environnement.

Joe Rozza se félicite de pouvoir améliorer la visibilité de la marque Coca-Cola dans le domaine de la responsabilité sociale et environnementale.

« Les programmes comme la WADA auxquels nous participons se traduisent par de vrais changements pour le mieux », conclut-il. ■

K. R.



AP Images

Le ramassage de la canne à sucre par des ouvriers de la Compania Azucarera Salvadorena pour la sucrerie de San Julian, au Salvador.



An aerial photograph showing a large concrete dam with a green grassy slope on the left. To the right of the dam is a river with brownish water. The background consists of dense green forests on rolling hills. In the foreground, there are green fields and a small village with several houses and barns.

# Des villageois au service de la protection des forêts et des cours d'eau

Quels résultats obtient-on lorsque les producteurs d'hydroélectricité et des entreprises riveraines de cours d'eau versent une contribution pour rémunérer les familles qui protègent les forêts en luttant contre l'abattage illégal des arbres ?



Avec l'aimable autorisation de Winrock International

Des agriculteurs de la minorité ethnique koho patrouillent en forêt dans le bassin de la rivière Da Nhim.

La réponse est apportée par un programme pilote déployé depuis deux ans dans la province vietnamienne de Lam Dong par l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et son sous-traitant, l'ONG Winrock International. Mise en œuvre en collaboration avec le gouvernement vietnamien, les producteurs d'électricité, les entreprises de tourisme et les habitants, cette initiative a permis de réduire l'exploitation illégale des forêts de moitié entre 2008 et 2010. Des projets similaires ont également porté leurs fruits aux États-Unis et au Costa Rica.

#### **FAIRE PARTICIPER LES POPULATIONS LOCALES**

Près de 8 000 ménages participent au programme vietnamien. Chaque famille reçoit environ 11 millions de dong par an (environ 537 dollars américains) pour effectuer des patrouilles régulières et surveiller un secteur de la forêt. Cet effort au niveau local est une première en Asie du Sud-Est. L'efficacité de cette initiative pilote a fait la une des journaux. Le premier ministre vietnamien, M. Nguyen Tan Dung, a également publié un décret assurant la pérennité du programme PFES (programme de rémunération pour la protection de l'environnement forestier).

Cette initiative contribue à la protection de la **biodiversité** et à la stabilité des communautés et des activités dans la zone sensible du bassin du Mékong. En protégeant les arbres, le programme PFES contribue également à réduire les émissions de dioxyde de carbone liées à la déforestation.

« L'adhésion des populations locales est essentielle, précise Barry Flaming, spécialiste du développement des programmes de biodiversité au bureau Asie de l'USAID à Bangkok. Les participants locaux sont les gardiens de la forêt et des cours d'eau. Ce sont également eux qui bénéficient de ces programmes et en absorbent les coûts. L'action locale peut s'avérer très efficace pour les activités de ce type, mais seulement si les incitations sont suffisantes et s'il existe une volonté politique de soutenir la participation locale. »

L'exploitation des forêts en Asie du Sud-Est, parfois autorisée mais le plus souvent illégale, contribue de manière importante aux **émissions de gaz à effet de serre**. L'abattage vise à faire place à l'agriculture, nécessaire pour nourrir une population en forte croissance, ou à permettre le développement économique. Parfois, les arbres sont coupés simplement pour leur valeur marchande. Dans tous les cas, ces pratiques peuvent avoir des résultats désastreux.



Corbis Images

Une jeune femme koho ramasse légalement du bois de feu. Sa famille contribue-t-elle à la lutte contre le déboisement illégitime?



Avec l'aimable autorisation de Winrock International

Des villageois lisent une affiche expliquant les bienfaits de la sauvegarde de l'écosystème local.

Les arbres absorbent et stockent une grande quantité de dioxyde de carbone, qui est libéré à l'abattage. La dégradation des forêts provoque également une érosion des sols et l'accumulation de sédiments dans les cours d'eau. Ces sédiments peuvent nuire au bon fonctionnement des centrales hydroélectriques situées en aval. Les habitats naturels et le tourisme souffrent eux aussi lorsque les forêts sont abattues et les paysages détruits.

L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) estime que près de 17 % des émissions de dioxyde de carbone, principal facteur de changement climatique, sont liées à la déforestation. Environ la moitié de ces émissions trouvent leur origine dans les pays tropicaux de l'Asie du Sud-Est, l'Indonésie en tête.

Dans une étude publiée en janvier 2011, Winrock International indique que le programme PFES vietnamien pourrait, si son succès se confirme, éviter la destruction de 14 000 hectares de forêt entre 2010 et 2037, soit des émissions équivalentes à plus de huit millions de tonnes de dioxyde de carbone.

## ÉDUCATION ET INCITATIONS

L'ONG a aidé la province de Lam Dong à créer le premier fonds provincial de protection et de développement. Elle a également mis en place un mécanisme de collecte des contributions versées par les centrales hydroélectriques et les compagnies des eaux et par 59 concessionnaires de tourisme.

Le groupe a également mis en œuvre une campagne de sensibilisation sur le terrain pour les agriculteurs et les habitants, sur lesquels repose le succès du programme.

Vingt-quatre posters, 200 affiches standard et 42 panneaux de grande taille installés au bord des routes ont permis d'expliquer aux populations la valeur de la **biodiversité** et le rôle joué par les arbres dans l'écosystème. L'ONG a également distribué plus de 14 000 brochures et aidé le ministère de l'Agriculture et du Développement rural du Vietnam à créer une vidéo de 30 minutes expliquant le programme PFES. Cette vidéo a été diffusée dans tout le pays.

Les familles directement concernées ont été informées qu'elles recevraient une rémunération si elles s'associaient à des voisins pour patrouiller de manière régulière un secteur de la forêt. La participation s'est développée rapidement : 3 500 ménages ont pris part à l'initiative en 2009, 4 500 l'année suivante.

Les équipes sont également chargées de signaler les infractions aux consignes locales et de constituer les dossiers qui servent de base aux contributions des entreprises participantes.

Winrock International indique que ce programme élaboré avec soin sert aujourd'hui de modèle dans d'autres provinces vietnamiennes et dans certains pays voisins. L'ONG considère toutefois qu'une meilleure coordination des forces de l'ordre de la région sera nécessaire pour que le programme ait un impact réel et durable sur l'abattage illégal des arbres. Les contrevenants devront être arrêtés et sanctionnés avec constance. ■

K. R.



Avec l'aimable autorisation de Winrock International

Formation de villageois au contrôle de la qualité de l'eau de la rivière Da Nhim.

# Le programme de construction de bâtiments écologiques décolle en Cisjordanie



Avec l'aimable autorisation de l'USAID

La conception écologique et la technologie ont permis de réduire de plus de moitié, par rapport à ceux d'un immeuble classique, les coûts en eau et en énergie du Centre Safeer de 580 m<sup>2</sup>.

Six mois après l'ouverture du Centre Safeer en Cisjordanie, la plupart des 3 000 enfants qui participent aux programmes du centre après leur journée scolaire sont très satisfaits de ce bâtiment, qui comprend deux étages.

« C'est la première fois que je vois un bâtiment conçu pour respecter l'environnement », avoue Sondus Hajeer. Cet adolescent de 14 ans apprécie le style moderne et les couleurs vives du centre, qu'il estime « conçu pour faciliter la vie des jeunes. »

## UNE SOURCE D'INSPIRATION

Jameel Aqra, qui vit comme Hajeer au camp de réfugiés d'Askar en Cisjordanie, a commencé à aider le Centre Safeer en tant que bénévole alors qu'il n'avait que 10 ans, lorsque les installations étaient situées dans un immeuble en location à Naplouse. Jameel a examiné les différentes couches d'isolation haute performance du nouveau bâtiment, qui sont visibles grâce à un regard installé dans une paroi. Il est également fasciné par le système de collecte des eaux de pluie et par les vitres teintées

qui permettent de réduire les coûts de climatisation.

« Le concept de bâtiment écologique était entièrement nouveau pour moi, et sans équivalent dans notre camp. J'aime beaucoup ce nouveau centre », commente Jameel. Inspiré par le concept, il a décidé d'étudier l'ingénierie en se spécialisant dans les constructions respectueuses de l'environnement.

Le Centre Safeer appartient à l'association Palestinian Child Care Society, qui en assure également l'exploitation. Cette organisation à but non lucratif a emménagé dans le nouveau bâtiment en décembre 2010. Ces locaux conviennent mieux aux besoins des nombreux enfants qui participent aux programmes pédagogiques du centre. Ils sont également supérieurs du point de vue sanitaire.

La construction du centre a été financée par le gouvernement des États-Unis dans le cadre des programmes de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID). Au cours des cinq années à venir, l'USAID prévoit d'apporter un soutien à la construction de plusieurs autres bâtiments écologiques, qui serviront de modèles dans les régions démunies de la Cisjordanie et de la bande de Gaza.

Ces projets s'inscrivent dans le cadre d'un ambitieux programme d'un montant de 100 millions de dollars, financé par le gouvernement américain pour améliorer les conditions de vie et promouvoir les projets d'infrastructure obéissant aux normes de **développement durable** dans les Territoires palestiniens. Toujours dans le cadre de ce programme, l'USAID parraine des stages d'ingénierie verte destinés aux jeunes diplômés universitaires et organise des ateliers destinés aux responsables administratifs palestiniens et aux entreprises. L'agence finance également des programmes de sensibilisation du public aux problématiques des économies d'énergie et à d'autres questions environnementales.

La construction d'un nouveau centre communautaire dans le nord de la Cisjordanie est considérée comme une priorité. Une école verte sera construite dans un deuxième temps. Elle devrait être le premier bâtiment à bénéficier du label LEED dans la région, et l'un des premiers dans le monde arabe. Le label LEED (Leadership in Energy & Environmental Design) est garant d'une haute qualité en termes de consommation d'énergie et de respect de l'environnement. Ce label de qualité des bâtiments verts est très recherché et reconnu sur le plan international. Il est attribué après qu'un audit indépendant confirme que le bâtiment a été conçu et construit de manière à économiser l'eau et l'énergie, réduire les émissions de dioxyde de carbone, assurer la qualité de l'environnement intérieur et gérer les ressources de façon responsable.

### DE GRANDS AVANTAGES

Kari Jorgensen Diener est spécialiste des bâtiments écologiques chez CHF International, partenaire du programme de développement des infrastructures communautaires de l'USAID. Elle confirme que les Palestiniens n'étaient pas convaincus dès le départ de l'intérêt de ces bâtiments, ce que l'on a souvent constaté dans d'autres parties du monde. « Le plus important était de présenter les coûts et de rassurer sur la question, précise M<sup>me</sup> Diener. Les gens nous disent qu'ils ont un budget limité et ne veulent pas un bâtiment trop luxueux, ni une technologie qu'ils ne seraient pas capables d'entretenir. Lorsque nous travaillons avec eux, nous essayons d'expliquer qu'un bâtiment vert n'est pas synonyme de technologie coûteuse. On peut agir sur des choses très simples, par exemple l'orientation du bâtiment ou la présence d'ombre pour le protéger du soleil. »

M<sup>me</sup> Diener précise que la réticence diminue lorsque les responsables locaux se rendent compte que les caractéristiques des bâtiments écologiques permettent



Avec l'aimable autorisation de l'USAID

Environ 3 000 enfants des camps de réfugiés nouveau et ancien de Naplouse fréquentent le Centre Safeer d'enseignement préscolaire.

de réaliser des économies à long terme. C'est ainsi que le Centre Safeer a diminué de moitié ses factures d'électricité, et sa consommation d'eau des deux tiers, pendant les six premiers mois de son exploitation. Ces économies ont permis de dégager des ressources pour acheter des ordinateurs, financer de nouveaux programmes, embaucher du personnel et répondre à d'autres urgences.

Outre ces avantages, les bâtiments écologiques sont fabriqués principalement à partir de matériaux locaux. Ils favorisent également l'emploi local. Tout ceci a généré dans la région un enthousiasme pour les constructions respectueuses du **développement durable**, indique M<sup>me</sup> Diener. Une autre idée bien accueillie est de faire appel à certaines pratiques perfectionnées au Moyen-Orient il y a des générations. Les cours intérieures, par exemple, permettent de bénéficier d'une ventilation naturelle durant les mois d'été.

Le coût de l'énergie dans la bande de Gaza et en Cisjordanie est souvent le double de celui des pays avoisinants : quasiment la totalité de l'électricité et des carburants doit être importée. Les habitants de la région cherchent donc à économiser l'énergie dans toute la mesure du possible.

« Les gens se rendent compte rapidement que les bâtiments écologiques offrent de grands avantages », confirme M<sup>me</sup> Diener. ■

# Des étudiants en quête de solutions énergétiques innovantes



Des membres d'une équipe internationale étudient les moyens de réduire à zéro les émissions de dioxyde de carbone des véhicules spatiaux.

Avec l'aimable autorisation de Zero Fotografie

Une centaine d'étudiants représentant différentes disciplines et plusieurs pays se sont rencontrés dans un centre de conférence du port néerlandais de Rotterdam pour participer à un concours consacré à l'énergie. Leur mission : trouver des solutions aux problèmes énergétiques complexes auxquels notre monde est confronté.

Le second tour des épreuves éliminatoires de l'International Energy Battle s'est déroulé au début du mois de juin 2011. Quinze équipes ont pris part à cette compétition financée par des industriels du secteur de l'énergie. Les participants disposaient d'une journée pour soumettre des solutions à différents problèmes. Parmi les défis : permettre au réseau électrique néerlandais d'alimenter dix millions de voitures électriques, réduire à zéro les émissions de dioxyde de carbone des véhicules spatiaux, remplacer l'énergie nucléaire par le gaz naturel et utiliser les médias sociaux pour aider les ménages à économiser l'énergie.

Ces problèmes, et de nombreux autres, avaient été soumis aux candidats par les entreprises qui financent le concours, dont certains leaders européens dans le domaine de l'énergie. Ces entreprises sont à la recherche de solutions innovantes dans la course à la réduction des

émissions de gaz à effet de serre et au développement de sources d'énergie renouvelables, afin de répondre aux objectifs fixés par le Protocole de Kyoto. Adopté sous les auspices des Nations unies, le Protocole de Kyoto vise à inverser les facteurs d'origine humaine responsables des changements climatiques.

## UN CONCOURS OÙ TOUT LE MONDE GAGNE

Pour participer au concours, les étudiants originaires des quatre coins du monde soumettent leurs dossiers en ligne. Les candidats sont ensuite sélectionnés sur la base de leurs intérêts et compétences. Les candidats les plus brillants sont enfin invités à rejoindre une « équipe de combat ». Le jour de l'événement, chaque équipe dispose de trois minutes pour présenter ses travaux à un jury composé de dirigeants d'entreprises.

« Ce concours est intéressant pour les étudiants à plusieurs égards, indique Jan Schulte, porte-parole de StudentStock, l'association étudiante néerlandaise chargée de l'organisation du concours NRG Battle. Il leur donne une chance de développer leur réseau et la possibilité de décrocher un stage et d'acquérir une expérience pratique dans un domaine qui les intéresse. »

Mais le concours présente également un intérêt pour les industriels : « Les entreprises participent à ce projet parce que les étudiants ont un regard neuf sur les problèmes et identifient des approches innovantes... et parce que le concours permet de recruter des talents, précise Jan Schulte. Notre ambition est de devenir un forum des talents mondiaux, où des idées novatrices surgissent grâce à la collaboration des étudiants et des universités, des entreprises et des États. Nous pensons que les efforts conjoints de tous les intéressés au développement de solutions durables et innovantes nous permettront de vivre dans un monde plus vert. »

Âgé de 24 ans, Ismaël Drenth est étudiant à l'université de sciences appliquées Hanze (Pays-Bas). Il s'est spécialisé dans la production internationale d'électricité et sa distribution. Il a partagé avec nous sa passion pour les **réseaux électriques intelligents**, qui permettent d'accroître l'efficacité des systèmes électriques et d'aider les consommateurs à économiser l'énergie.

Ismaël, qui participe au concours pour la seconde année consécutive, fait partie de l'une des équipes favorites pour la demi-finale de Rotterdam.

#### UNE SOLUTION POUR L'AVENIR

Le grand groupe technologique allemand Siemens a demandé à l'équipe d'Ismaël si les besoins en électricité des Pays-Bas pourraient être satisfaits d'ici à 2050 grâce à un mix composé d'éolien en mer et de gaz naturel.

Siemens avait indiqué que la solution devait intégrer une forte augmentation du nombre de voitures électriques, et prévoir que ces véhicules pourraient stocker de l'électricité temporairement avant de la restituer au réseau. Cette technologie émergente, connue sous le nom d'électromobilité, présente un grand intérêt pour les industriels du secteur de l'énergie, qui doivent anticiper les pointes d'offre et de demande d'électricité.

Ismaël Drenth et son équipe ont fait valoir que la solution passait par un **réseau électrique intelligent** géré par informatique, afin de résoudre en partie le problème du stockage. On utiliserait les batteries des véhicules électriques et des centrales à gaz à titre de complément lorsque la production éolienne diminuerait. Selon l'équipe, cette approche permettrait de rassurer les investisseurs intéressés par les turbines éoliennes et d'assurer un développement massif de cette source d'énergie propre dans de bonnes conditions de rentabilité.

C'est ainsi que l'équipe d'Ismaël a remporté cette demi-finale et obtenu le droit de participer à la finale qui se déroulera en octobre 2011.

Ismaël espère que sa passion pour les technologies de pointe lui permettra un jour de contribuer à un monde meilleur. « Mes plans de carrière ne sont pas finalisés, précise-t-il. Mais j'ai déjà une certitude : je souhaite travailler dans le domaine de l'énergie et assurer un équilibre harmonieux. » ■

K. R.



Ismaël Drenth (à gauche) et ses coéquipiers célèbrent leur victoire avec des industriels et la municipalité de Groningue.

Avec l'aimable autorisation de Zero Fotografie

# Les autorités locales montrent l'exemple en matière de politique climatique

Tommy Linstroth et Ryan Bell



AP Images

Pionnier de l'urbanisme écologique aux États-Unis, Portland (Oregon) s'est doté d'un vaste réseau de transports comprenant notamment des tramways.

*Les passages ci-dessous sont extraits de Local Action: The New Paradigm in Climate Change Policy [L'action locale: le nouveau paradigme en matière de politique climatique], publié par Tommy Linstroth et Ryan Bell chez University of Vermont Press, 2007.*

Les autorités locales sont particulièrement bien placées pour agir dans le domaine du réchauffement planétaire, en dépit des obstacles [de financement et de la difficulté à traiter au niveau local un problème de portée mondiale]. Trois raisons étroitement liées l'expliquent. Tout d'abord, elles peuvent adopter des stratégies sur mesure en fonction des circonstances particulières sur le terrain. Les autorités locales disposent de pouvoirs de contrôle dans de nombreux domaines liés aux émissions de gaz à effet de serre, notamment la production d'énergie, l'occupation des sols, l'immobilier commercial et résidentiel, les options de transport et le traitement des déchets. Deuxièmement, les autorités locales peuvent promouvoir l'action climatique en faisant pression sur le gouvernement central ou en donnant l'exemple des meilleures pratiques de limitation des émissions de gaz à effet de serre, notamment en ce qui concerne les coûts et avantages. Enfin, les municipalités disposent d'une expérience considérable de la gestion des



AP Images

Le complexe d'immeubles Sonnenschiff (navire-soleil), à Fribourg (Allemagne), produit quatre fois plus d'énergie qu'il n'en consomme.

impacts environnementaux des projets liés à l'énergie, à la gestion des déchets, au transport, à la planification et au développement.

## DES PROGRAMMES PILOTES AU NIVEAU LOCAL

Les actions entreprises au niveau local contribuent à la protection de l'environnement et à la préservation des ressources. Cette approche du bas vers le haut permet aux collectivités locales de jouer un rôle de pilote pour

l'élaboration de politiques nationales. L'efficacité des mesures prises au niveau local, lorsqu'elle est démontrée, aide les autorités d'un niveau supérieur à adopter des mesures similaires. Elle peut même inspirer l'action internationale. Des chercheurs ont établi que les autorités locales jouent fréquemment un rôle de pionnier en démontrant l'efficacité de politiques nouvelles, adoptées par la suite aux échelons supérieurs des pouvoirs publics.

Les autorités locales ont à leur disposition différents outils pour agir sur les émissions qui affectent leurs territoires. Même si elles n'ont qu'un pouvoir limité pour réduire les émissions du secteur privé, elles peuvent adopter des stratégies, prendre des mesures incitatives et faire des investissements pour promouvoir la réduction des émissions. La participation de tous les secteurs augmente et les initiatives réussissent plus fréquemment lorsque les autorités locales établissent le cadre de référence des programmes de réduction des gaz à effet de serre.

[...] Les autorités locales disposent d'atouts qui font défaut aux échelons supérieurs des pouvoirs publics : elles sont généralement plus petites, moins bureaucratiques et plus souples que les

administrations relevant d'une institution internationale ou d'un gouvernement national, voire d'un État fédéré. Elles sont plus proches de leurs administrés et peuvent constater directement les effets des stratégies et des activités déployées. Elles peuvent donc les modifier plus rapidement en cas d'évolution de la situation. Les autorités locales sont également mieux placées pour adopter des mesures expérimentales et des stratégies innovantes. Les autres collectivités locales pourront ensuite adopter les programmes qui auront fait leurs preuves. Cette approche permet d'éviter de remettre en cause un programme national lorsqu'une stratégie ne porte pas les fruits attendus. Le niveau local est donc tout désigné pour prendre des initiatives de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

#### RETOUR D'EXPÉRIENCE

Les expériences des pionniers dans ce domaine, à savoir les autorités locales qui cherchent à lutter contre le réchauffement climatique depuis la fin des années 80, ont mis en évidence les principaux éléments permettant d'assurer le succès des programmes climatiques locaux. Pour assurer le succès de leurs initiatives, les collectivités locales doivent :

**Les actions entreprises au niveau local permettent aux collectivités locales de jouer un rôle de pilote pour l'élaboration de politiques nationales.**



Avec l'aimable autorisation de Tim Tay

La ville de Fort Collins (Colorado) favorise le recours aux véhicules électriques, dont des scooters.

- Fixer des objectifs tangibles permettant de mesurer le succès. Trop souvent, les objectifs des politiques adoptées restent vagues. Elles risquent alors de tomber dans l'oubli. Par ailleurs, leur succès éventuel ne peut être mesuré.
- Développer un plan d'action formalisé, prévoyant

des activités définies, la responsabilité des différents acteurs et des critères de performance. Pour assurer le succès, il convient d'organiser un effort coordonné dans le cadre d'actions et de politiques qui agissent en synergie. Les initiatives indépendantes les unes des autres ont une probabilité de

réussite nettement plus faible.

- Assurer un lien entre les réductions des émissions et les autres programmes et objectifs locaux. [...] La lutte contre le changement climatique peut permettre aux autorités locales de progresser dans les domaines de la santé publique, du développement économique et de la qualité de vie. En établissant le lien entre ces efforts et en les intégrant aux plans municipaux, les autorités assurent la pérennité des initiatives face aux priorités concurrentes, dans un environnement où les ressources sont limitées.
- Assurer la participation du public et des différents secteurs à toutes les étapes du processus. *In fine*, c'est le secteur privé qui devra mettre en œuvre l'essentiel des mesures adoptées. Pour augmenter les chances de succès, il est important d'impliquer dès le départ les parties prenantes concernées, afin qu'elles s'approprient la démarche.
- Établir des partenariats au sein de la collectivité locale concernée comme avec d'autres collectivités. L'initiative

aura d'autant plus de chances de réussir que les ressources, les compétences et les points de vue seront nombreux. D'autres entités locales pourront sans doute contribuer à la réduction des émissions. Il convient de faciliter la mise en place de systèmes permettant à différentes entités de participer dans leurs domaines respectifs d'expertise.

- Assurer un suivi des impacts et des résultats. Des conséquences inattendues sont toujours possibles, même si les programmes ont été parfaitement planifiés en amont. L'agence de mise en œuvre doit connaître les impacts directs et indirects de ses programmes.

Enfin, les autorités locales doivent faire preuve de souplesse et être prêtes à innover. Elles doivent être en mesure d'ajuster leurs stratégies si le suivi montre qu'une initiative n'a pas les effets désirés. En outre, le changement climatique est un problème dont la complexité dépasse celle des questions traitées habituellement au niveau local. Les solutions nécessitent donc de l'imagination. Les autorités locales doivent se montrer ouvertes à l'innovation, en évitant de se cantonner dans le conventionnel. ■

*Tommy Linstroth est fondateur et directeur général du cabinet de conseil Trident Sustainability Group. Ryan Bell est responsable des projets environnementaux du Comté d'Alameda (Californie).*

# Glossaire

**Biodiesel:** carburant à faible émission de carbone, tiré d'huiles végétales ou de graisses animales et utilisable dans des moteurs diesel ordinaires en remplacement du carburant diesel d'origine fossile.

**Biodiversité:** diversité des espèces vivantes et de leurs processus au plan notamment de leurs spécificités génétiques et de leur habitat.

**Crédit carbone:** permis autorisant un État ou un organisme à produire une certaine quantité d'émissions carbonées (à effet de serre). Ces permis sont échangeables. (Voir « système de plafonnement et d'échange ».)

**Densité urbaine (ou de logement):** le nombre de personnes habitant une zone urbaine. Une forte densité procure certaines rentabilités, notamment de transport et d'infrastructure (systèmes d'adduction et d'évacuation d'eau).

**Développement durable:** la capacité de répondre aux besoins de la génération actuelle sans compromettre les écosystèmes ou les milieux naturels essentiels à la capacité des futures générations à répondre aux leurs.

**Directive énergies renouvelables:** réglementation fixant pour les centrales et les distributeurs électriques des objectifs précis quant à la part d'énergies renouvelables (éolienne, solaire, géothermique) employée dans la production finale d'électricité.

**Échanges carbone:** système d'échange lié aux mécanismes visant à limiter les émissions carbonées (à effet de serre). (Voir « système de plafonnement et d'échange ».)

**Émissions de gaz à effet de serre:** émissions de gaz (surtout carbonés) produits par l'activité humaine ou par des processus naturels et qui retiennent la chaleur dans l'atmosphère, provoquant le réchauffement climatique. Le dioxyde de carbone et le méthane sont les principaux gaz à effet de serre.

**Empreinte carbone:** la quantité de gaz à effet de serre émise par la combustion de carburants fossiles causée par une personne, un groupe, une entreprise ou un État.

**Neutralité carbone:** réduction nette à zéro des émissions carbonées (à effet de serre), réalisée en équilibrant une certaine quantité de dioxyde de carbone dégagée dans l'atmosphère par une quantité équivalente de dioxyde de carbone séquestré ou de crédits carbone (ou une combinaison des deux).

**Norme relative aux carburants (à faible teneur en carbone):** directive destinée à réduire le contenu carbone des carburants employés dans les transports. Les carburants les plus courants respectant la norme sont le gaz naturel, l'éthanol et le biodiesel.

**Réseau électrique intelligent:** interconnexion rationnelle de producteurs, de distributeurs et de consommateurs d'énergie permettant de mieux mettre en relation l'offre et la demande. L'apport des technologies informatiques devrait économiser l'énergie, sécuriser le réseau et en réduire les coûts.

**Système de plafonnement et d'échange:** la pièce maîtresse du marché des crédits d'émissions selon lequel une autorité établit une limitation, ou un plafond, des émissions d'un polluant et permet aux entités qui dépassent ce plafond d'acheter des crédits d'émissions à telles autres entités dont les émissions se situent en deçà de ladite limite. (Voir « crédit carbone ».)

**Utilisation rationnelle des terres:** réglementation destinée à optimiser l'utilisation des terres sur les plans tant de l'efficacité que de l'environnement. Mise en valeur des terres selon des critères écologiques susceptibles de minimiser la dépendance à l'égard de l'automobile, de réduire la pollution aérienne et de rationaliser les investissements d'infrastructure.

# Documentation complémentaire (en anglais)

Sources complémentaires d'information en anglais sur les actions climatiques locales

**C40 Large Cities — Climate Leadership Group**, a network of the world's largest municipalities committed to sharing information and working together, supported by the Clinton Climate Initiative.

<http://www.c40cities.org/>

**Carbomm Cities Climate Registry**, an online service that helps cities and local governments to measure, report and verify their measures to reduce greenhouse gas emissions.

<http://carbomm.org/carbomm-cities-climate-registry/>

**Climate Protection Center**, U.S. Conference of Mayors' information center on best practices, grants and events related to the 2005 U.S. Conference of Mayors Climate Protection Agreement.

<http://www.usmayors.org/climateprotection/about.htm>

**Earth Day Network**, a nongovernmental group devoted to educating youth and the general public around the world about environmental issues.

<http://www.earthday.org/>

**ICLEI — Local Governments for Sustainability**, an association of more than 1,220 local governments from 70 countries that are committed to environmentally sustainable development.

<http://www.iclei.org/>

**International NRG Battle**, an industry-sponsored international student competition for solutions to energy and climate problems.

<http://www.nrgbattle.nl/home.php>

**Regions of Climate Action (R20)**, an international nongovernmental group that works on low-carbon and climate-resilient projects through cooperation among local governments and other parties.

<http://www.regions20.org/>

**World Mayors Council on Climate Change**, an alliance of over 50 local government leaders advocating their involvement in efforts addressing climate change and related issues.

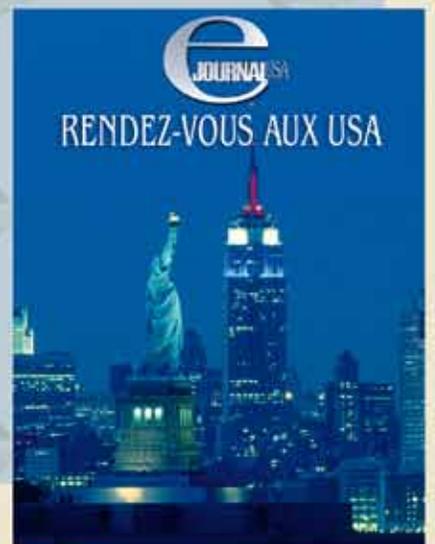
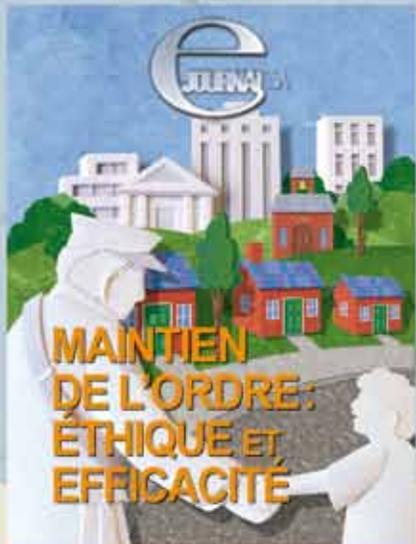
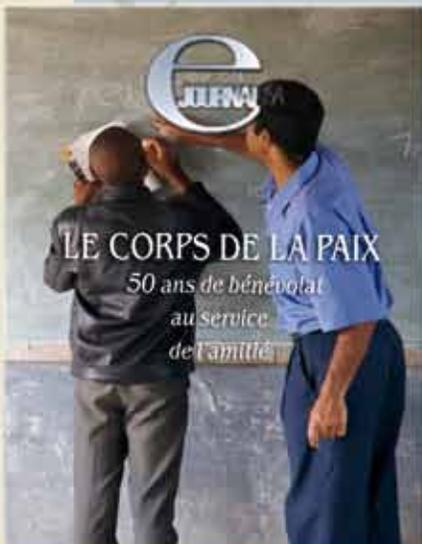
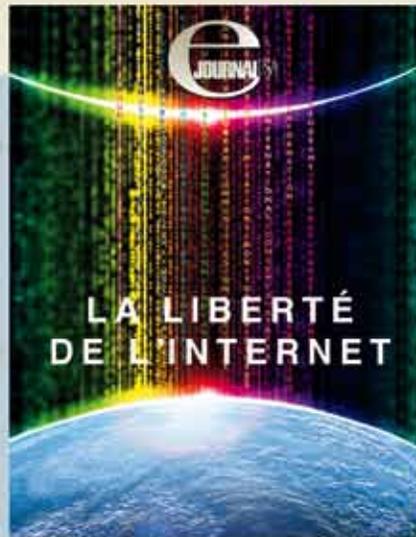
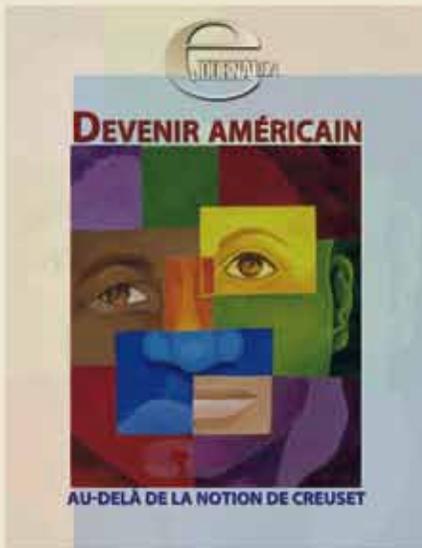
<http://www.worldmayorscouncil.org/>



REJOIGNEZ-NOUS SUR

facebook

facebook.com/eJournalUSA



Монгол English 中文 Français Português 한국어 Українська 日本語  
Türkçe Tiếng Việt Pashto Urdu ىسراف ىبرع Русский Español

DEPARTEMENT D'ÉTAT DES ÉTATS-UNIS • BUREAU DES PROGRAMMES D'INFORMATION INTERNATIONALE

